

Le public et ses domaines Contribution de l'histoire des mentalités à l'étude de la sociabilité publique et privée

Perla Korosec-Serfaty
Université de Montréal
École d'Architecture de Paysage

I. Introduction

L'histoire des mentalités et des sensibilités, qui s'est développée avec force en particulier sous l'impulsion déterminante de Braudel, et, ultérieurement, sous l'influence contestataire de Michel Foucault à la suite de la publication de son *Histoire de la folie à l'âge classique* (1961), a suscité des publications nombreuses et remarquables sur l'histoire du monde urbain. C'est dans la lignée de leurs travaux que se situent les études de la vie publique que l'on doit, par exemple, à Farge, Leguay, Sennett, et celles de la vie privée et de la famille

publiées en particulier par Duby, Ariès, Shorter, Flandrin, Segalen. Leurs travaux ont aussi inspiré l'étude de ces objets, forcément inclus dans les champs du privé et du public, que sont les rues, les places, l'architecture domestique, mais aussi le mobilier, la pudeur, le corps, le vêtement, les larmes, la maternité et la paternité, etc., et sur lesquels un éclairage nouveau était ainsi jeté.

Cet article porte précisément sur les conceptions qui sous-tendent les domaines du public et du privé, et sur leurs expressions spatiales. Il porte donc sur des objets qui semblent étrangers l'un à l'autre : les territoires urbains collectifs d'une part, sans « possesseur » unique, et dont les pratiques et le sens social sont liés à leur usage par un grand nombre d'individus, et, d'autre part, les espaces privés, et en particulier la demeure, dont le vocabulaire courant désigne sans ambiguïté non seulement le ou les possesseurs, par exemple dans les expressions « maître de maison » ou « maîtresse des lieux », mais aussi le caractère d'espace de liberté qui protège des dominations qu'implique l'existence des hiérarchies sociales : « Charbonnier, dit-on, est maître chez lui ».

La nécessité de la mise en relation dialectique des espaces publics et privés, comme l'évolution lente et liée aux structures du quotidien de cette dialectique, sont des contributions importantes de la nouvelle histoire qui reprend le concept, emprunté aux économistes, de « longue durée » pour affirmer que le rythme du changement véritable est réglé par des cycles si lents qu'ils ne sont souvent pas appréhendés au cours d'une vie humaine entière par les acteurs mêmes de l'histoire que nous sommes tous.

Notre objectif est ici de traiter de l'évolution des conceptions qui sous-tendent les pratiques des territoires collectifs publics dans le contexte de la France urbaine en gardant à l'esprit son caractère exemplaire pour nombre d'autres sociétés ayant le même système socio-économique. Plus précisément, il est d'identifier et de faire l'inventaire des facteurs qui l'ont affecté et défini, et de décrire à partir des sources multiples nées du mouvement de la nouvelle histoire, les mentalités et conceptions de la vie quotidienne qui l'ont soutenu, ceci toujours en soulignant la pertinence d'une approche dialectique mettant en vue ses rapports avec le domaine privé.

Cependant, il faudra nous garder de donner l'impression d'une évolution unilinéaire, depuis des formes archaïques de la sociabilité publique qui seraient « localisables » dans le temps et dans l'espace, à ses formes contemporaines. Le choix que nous faisons d'un inventaire des facteurs qui ont affecté les rapports entre les domaines public et privé a justement pour but d'éviter l'image d'une évolution progressive, sans heurts et quasi inévitable, d'une situation « originelle » de confusion entre le privé et le public, qui aurait prévalu « autrefois », à une situation moderne, où la sociabilité d'affinité prévaudrait sur ses autres formes possibles. La périodisation dans le

temps, nécessaire à notre propos, ne devra pas nous faire oublier que l'évolution de la sociabilité publique en tant que mentalité se traduisant par des pratiques particulières des territoires publics, est un phénomène complexe, dont certaines facettes évoluent pendant un certain temps de manière continue, tandis que d'autres régressent pour resurgir ultérieurement, ou se maintiennent en l'état pendant longtemps. Enfin, le refus de cette approche devrait nous permettre d'éviter de tracer un tableau manichéen des choses, opposant le « plein » des rues d'autrefois décrit comme « chaleureux », au vide et à l'aridité des espaces publics modernes.

I. Les rues et places comme espaces de travail et de survie

Métiers et illégalismes

L'habitant des villes anciennes d'Europe est familier des noms de rues et de places à évocations religieuses, militaires, patronymiques, s'ajoutant à ceux ayant un rapport direct avec la topographie, ou qui sont des calembours perpétuant un humour pourtant populaire. Leguay (1984) souligne l'importance des noms évoquant la spécialisation professionnelle des rues, qui est, dit-il, une réalité au Moyen Âge, du moins jusqu'au XIII^e siècle. Si elle subsiste au XV^e siècle, elle n'est plus générale. Les raisons de la concentration des membres d'une même profession sont d'une grande variété : communauté d'intérêts, mêmes besoins en espace, ou en eau, nécessités techniques en sont les principales. Mais les autorités seigneuriales l'imposent aussi souvent, afin de faciliter les opérations de contrôle et la perception des droits de surveillance des transactions. Les règlements corporatifs imposent d'autre part le droit des corporations de contrôler la qualité des marchandises offertes, et de faciliter le jeu de la concurrence.

Le travail des artisans et des boutiquiers se déroule donc souvent en public, l'homme de métier s'installant alors derrière le vantail inférieur de sa boutique qui lui sert de table ou de comptoir. La marchandise est souvent dehors, sur les dressoirs, et les échoppes sont bordées de bancs. Ainsi, la plupart des affaires se traitant en pleine rue, les places sont à ce titre les lieux où l'effervescence est la plus intense.

Mais c'est la foule des petits marchands ambulants qui fait vraiment de la rue un territoire de sociabilité permanente. Elle est constituée de toute une masse mouvante, active, inventive et

bruyante dont les seuls moyens de survie sont l'exercice d'un grand nombre de petits métiers. Souvent, une seule personne exerce ainsi plusieurs professions, selon l'occasion qui se présente, et même le moment de la journée. Cet effort constant de s'assurer un revenu minime, afin de ne pas tomber dans le risque très répandu du vagabondage et de la mendicité (Broutin, 1982) fait de la rue un territoire vital qu'elle s'approprie avec constance, son obstination allant à l'encontre des nombreuses tentatives faites pour prohiber ou réglementer les petits métiers de la rue. Les métiers organisés craignent la concurrence des petits marchands, mais aussi de voir écouler des marchandises de qualité ou de provenance douteuses. Mais le menu peuple, encore une fois le plus nombreux et le plus démuné, formait une clientèle importante, qu'il était impossible de détourner des colporteurs, dont il était souvent solidaire.

Ainsi le monde des petits métiers de la rue est-il bigarré, fait de gens qui survivent en obéissant fort peu aux innombrables édits qui réglementent la vie commerciale. Ces activités ou illégalismes (Foucault, 1975) sont tolérées dans la mesure même où la non application de la règle et l'inobservation des ordonnances sont une condition du fonctionnement politique et économique de la société. Il s'agit d'un espace de tolérance, conquis par la force ou l'obstination, qui se traduit par un partage territorial entre tous les membres de la société, et que l'on observe à Londres, Paris, Bologne ou Vienne, c'est-à-dire partout où s'observe la même réalité économique et sociale.

Le colportage ne fait pas de la rue seulement un espace d'activités commerciales bruyantes, mais aussi un spectacle toujours changeant, très stimulant : leurs boniments, leurs cris, leurs costumes, l'esprit inventif qui préside à la création d'étalages portatifs, le recours à l'exotisme, à l'original pour séduire les clients constituent un aspect particulièrement vivant et dynamique de la culture populaire à laquelle participent tous les citoyens. (Massin, 1978).

La lente disparition des petits métiers de la rue s'observera aussi partout où une même volonté de faire prévaloir un certain ordre public se manifeste, en particulier dans la deuxième partie du XIX^e siècle. L'industrialisation, et les nouveaux produits qu'elle déverse sur le marché, les formes nouvelles de la distribution et du commerce en boutique contribueront également à en faire de simples survivances soumises à patentes et dûment répertoriées. Quelques unes de ses formes survivront longtemps : celles liées à la mendicité, au plaisir bon enfant, etc. (acteurs et chanteurs de rue, marchands de glaces et de jouets, etc.). C'est sous cette forme « sans prétention » que ces petits métiers continuent à assurer un rôle d'animation spontanée de bien des rues aujourd'hui, mais aussi à susciter des espoirs de renaissance de la vie de la rue (Whyte, 1980) sans commune mesure avec le rôle effectif (et la responsabilité sociale) qu'ils jouent ou pourraient jouer.

Quotidienneté et pratiques ludiques

C'est également parce qu'on y travaille, comme artisan, négociant ou colporteur que la rue est fondamentalement et quotidiennement un lieu de jeu spontané et collectif. Il prend la forme de charivaris, de mots d'esprits, de farces, de chansons qui font et défont les réputations. C'est un jeu souvent gai autant que grossier et agressif puisqu'il dresse les membres des différentes classes sociales les uns contre les autres (Farge, 1979), les gens valides contre les infirmes et les faibles, les femmes contre les hommes (Leguay, 1984) et tous contre les enfants qui sont très nombreux à vivre dans la rue (Ariès, 1979), comme dans beaucoup de cités modernes où la pauvreté d'une masse importante d'hommes se maintient. Beaucoup de jeux ne sont pas anodins et sans risques. Bien au contraire, ils se déroulent sur les places et les rues, comme dans les tripots clandestins avec une telle constance et à un tel prix que des princes ou des municipalités les interdisent progressivement.

Les spectacles organisés sur les places sont intimement liés à ces jeux spontanés, et on trouve parmi les bateleurs, qui sont légion, de nombreux artistes riches et respectés, à côté d'autres vivant pauvrement. Au Moyen Âge, et jusqu'aux grands travaux d'embellissement des villes baroques, il est encore possible de dire que les places sont les lieux par excellence de la rencontre entre la culture savante et la culture populaire (Le Goff, 1980). S'y déroulent aussi des jeux violents, qui étaient à l'origine des rites d'initiation ou des apprentissages militaires, et qui sont encouragés par les autorités (Leguay, 1984).

Espaces publics et violences sexuelles

Dans la rue se libère, chaque jour après les heures de travail, et durant les jours chômés, une jeunesse masculine adolescente ou de jeunes adultes dont les violences sont généralement tolérées « à condition bien entendu que les excès ne remettent pas en cause l'ordre établi ou ne portent pas atteinte à la sacro-sainte propriété » (Leguay, 1984). Les violences sexuelles en particulier sont si courantes, et le fait de jeunes gens de toutes catégories sociales, que certains historiens ont pu voir, par exemple dans le viol collectif au Moyen Âge, un véritable rite de virilisation (Rossiaud, 1976).

Le XVI^e siècle inaugurerà à cet égard des mesures qui visent à contenir cette forme de violence, en particulier par diverses réglementations de la prostitution. Cette dernière est, au Moyen Âge comme de nos jours en relation directe avec la misère. Elle est une source de revenus pour l'ouvrière du XIX^e siècle, et, dans un cas sur deux, une « solution » de rechange pour la servante de la même

époque qui perd sa place (Crubellier, 1981). C'est aussi le métier stable d'un nombre si élevé de femmes, en particulier de femmes déracinées (Parent-Duchâtelet, 1981) qu'il change le paysage social de quartiers entiers de toutes les villes industrialisées de la fin du XIX^e siècle. C'est précisément le temps où le regard qui est porté sur la rue se scandalise du spectacle de l'ivrognerie aussi, qui est, en France par exemple, qualifiée de délit à partir de 1873. Dans ce domaine, comme dans celui de l'hygiène et de la perception de l'ordre public, le XIX^e siècle n'innove pas. Mais la sensibilité des bourgeoises au spectacle des conséquences de l'inégalité sociale s'est accrue, comme a baissé le seuil de leur tolérance aux pathologies urbaines.

La pollution urbaine

C'est aussi parce qu'ils sont des espaces de travail que les espaces publics sont sales et dangereux (Rasmussen, 1974 ; Massin, 1978 ; Farge, 1979 ; Leguay, 1984). Les travaux des historiens des mentalités consacrés au XIX^e siècle soulignent avec une telle insistance les obsessions hygiénistes du siècle (Wright, 1960 ; Heller, 1979 ; Corbin, 1982 ; Gleichmann, 1982) que les siècles précédents apparaissent comme simplement insensibles aux mauvaises odeurs, à l'accumulation des débris dans les rues. La boue, la saleté auraient fait partie d'un état naturel, par quoi les citadins du passé n'étaient pas incommodés et contre quoi ils ne se seraient pas révoltés. La réalité des choses est toute autre. La « pollution médiévale » fait partie des soucis des administrations municipales, sous la pression de l'opinion publique (Higounet-Nadal, 1975). Depuis le XIII^e siècle, les statuts communaux de beaucoup de villes comprennent des dispositions propres à la réduire, ce qui n'est pas sans provoquer de nombreux conflits, puisqu'elles entraînent des mesures fiscales qui déplaisent aux grands propriétaires (congrégations religieuses, etc.). La peur de l'épidémie (souci hygiéniste s'il en est) en constitue l'autre moteur, qui aboutira à plusieurs ordonnances anti-pollution apparaissant aux XIV^e et XV^e siècles.

Les travaux dits « d'embellissement » des villes du XVIII^e siècle vont être marqués par la création de grandes places publiques, et sont aussi animés d'une intention hygiéniste ; espaces libres, aération, lumière constituent la base d'un projet qui débouche sur le percement de voies nouvelles, d'aménagement de places, d'éclairage et de numérotation systématique des rues, de distribution d'eau, de création de jardins publics et de l'ouverture des parcs royaux au peuple. Le XIX^e siècle même s'il se donne encore plus de moyens que les époques précédentes, précisément parce que le pouvoir de décision en matière d'urbanisme se concentre en un nombre de

mains de plus en plus restreint, n'innove pas non plus de manière radicale en matière d'hygiénisme. La préoccupation d'hygiène et son association à l'hygiène mentale est présente dans la réflexion sur la ville qui se développe au XVIII^e siècle, et se heurte, lorsqu'elle est mise en pratique, à de fortes résistances de la part des citadins.

III. Les rues et places comme enjeux

Nous avons montré jusqu'ici que les espaces publics étaient des lieux d'appropriation collective constante mais conflictuelle et que cette appropriation conflictuelle était directement liée au fait qu'ils étaient des lieux de travail. A la violence physique s'ajoutent cependant des conflits d'intérêts entre les innombrables groupes de pression, congrégations religieuses, nobles locaux, guildes d'artisans, associations de marchands, etc. à propos de l'emprise qu'ils exercent ou voudraient exercer sur ces espaces dits publics, leur entretien, leur aménagement et leurs pratiques ordinaires. Cette multiplicité d'intérêts contradictoires a contribué, tant qu'elle a duré, c'est-à-dire jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, au maintien de la diversité des pratiques des espaces publics urbains et a permis au petit peuple de continuer à résister longtemps à la mise en coupe des pratiques des lieux publics qui va caractériser la seconde partie du XIX^e siècle.

L'emprise que ces différents pouvoirs concurrents voudraient exercer sur les espaces publics urbains varie en fonction du rôle social qu'ils se reconnaissent. Ainsi, les congrégations religieuses, comme les ordres mendiants ont le souci de ménager devant les églises de leurs couvents une place de prédication, qu'ils doivent défendre contre l'envahissement des halles et des étaux. La réglementation urbaine municipale ou royale partage cette préoccupation, et tente de sauvegarder ou de créer des places, en particulier des Grand'Places, qui sont des lieux économiques, des places de marché, mais aussi des lieux de rassemblement civil (Lavedan, 1956).

Pratiques festives et didactiques

Les espaces publics urbains sont également des enjeux entre les différents pouvoirs, dans la mesure où ils sont utilisés dans des buts didactiques. Le pouvoir ecclésiastique, par exemple, a longtemps recours aux représentations des « mystères », aux prédications sur les places, et aux processions dans ce but, mais aussi dans celui de soutenir la ferveur religieuse et de renforcer les sentiments d'appartenance communautaire. Il est difficile de séparer les intentions qui

sous-tendent ces manifestations les unes des autres. Ainsi, dès le XV^e siècle, les mystères comme les Entrées royales sont financés non seulement par des confréries spécialisées mais aussi par des notables laïques, et mêlent religion, commerce et civisme. Il faut, par exemple, payer sa place pour assister au spectacle, et il n'est pas rare que les représentations soient des occasions pour une commune de manifester aussi son indépendance, son loyalisme, etc. (Konigson, 1975).

Il est tout aussi difficile de nous représenter l'intensité, le nombre et l'extrême variété de fêtes qui jalonnent les jours et l'année, faisant de ces rassemblements une forme majeure de la sociabilité médiévale, dont les aspects principaux se maintiendront jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. La tenue des États Généraux ou Provinciaux, par exemple, que nous aurions tendance à considérer, d'un point de vue moderne, comme un événement faisant partie de la vie politique normale, n'entraînant par conséquent aucune célébration collective particulière, donne lieu à des festivités brillantes. Celles-ci se reproduisent à l'occasion des Entrées royales et princières, amenant les municipalités à ériger des arcs triomphaux, à mettre en place des fontaines « symboles par excellence de sociabilité, pour distribuer du vin » ou des liqueurs (Leguay, p. 219), à exiger que les rues soient nettoyées, à adresser des invitations aux communes voisines. Ces fêtes rassemblent des milliers de personnes, elles sont à la fois actions de grâce, de soumission au prince, et des manifestations de bonne entente communautaire (Heers, 1971). L'entrée n'est pas un événement rare. Durant tout le Moyen Âge, les rois sont encore de grands voyageurs (Pernoud et Pernoud, 1982), et, jusqu'au XVIII^e siècle, leurs entrées dans les villes sont des occasions de réjouissances, comme elles le sont encore à bien des égards à notre époque. L'entrée, nous dit Beerli (1983) « prend ici l'allure d'un triple spectacle : la ville s'offre en spectacle au prince — le prince s'offre en spectacle à la ville — la ville s'offre en spectacle à elle-même » (p. 171).

Les processions, les feux, les danses sont des manifestations de la fête qui sont spécialement liés à la rue et rassemblent des jeunes gens de tous milieux. La chaussée accueille enfin les défilés caricaturaux, burlesques, faisant du rire et de la gaieté un des traits essentiels de la sociabilité publique du Moyen Âge. Cependant, dès la fin du XIV^e siècle se dessinent les principes de vie collective qui vont marquer, en particulier après le premier tiers du XVI^e siècle, « l'entrée dans le petit âge glaciaire des mœurs et des comportements » (Rossiaud, p. 613). Car « avant même les querelles religieuses, dans l'Église comme chez les laïcs avides de réforme, les tonalités morales devenaient plus sévères : les ecclésiastiques traçaient et renforçaient les nouvelles frontières entre le profane et le sacré, assignaient à la famille un rôle fondamental en matière d'éducation chrétienne, se méfiaient des fêtes et condamnaient les anciens rites du contrôle social » (Rossiaud, p. 613). Les aristocraties urbaines,

soucieuses de paix sociale, laissent encore s'exprimer cette culture populaire, mais au prix de censures qui deviennent de plus en plus strictes. Le théâtre se scinde en théâtre du « vulgaire » et de « l'élite » : le premier se déroule encore sur la place, mais la scène, les barrières séparant spectateurs et acteurs font leur apparition. Le second se disjoint de la place et se déplace vers des lieux clos, parfois même vers l'extérieur de la ville.

Verdon (1980) a montré qu'il serait cependant faux de penser que le Moyen Age fut une civilisation du loisir au sens moderne du terme. Le grand nombre des jours chômés est souvent subi parce que les conditions climatiques l'imposent souvent, mais aussi compte tenu du grand nombre de directives religieuses qui imposent le calendrier des cérémonies. Cette imposition rituelle allait de soi (Bourin, 1979) alors que ce que nous désignons aujourd'hui sous le terme de « loisir » naît précisément du détachement des pratiques festives des engagements spirituels, politiques et de travail (Dumazedier, 1962 ; Szalai, 1972).

Il serait également faux de se complaire à imaginer ces fêtes comme de libres déchaînements d'yonisiaques, au cours desquels les violations d'interdits seraient tolérées. Les autorités religieuses, avec des bonheurs inégaux, tentent précisément d'en fournir les limites, par exemple en autorisant temporairement des inversions des hiérarchies sociales.

Enfin, ces fêtes et toutes les distractions en général, sont des fêtes du corps, de la danse, des bombances qui interrompent des jours de constante sous-alimentation, et réunissent les différents groupes sociaux selon leurs moyens, sans entamer les inégalités sociales. S'il n'y a pas encore de distance spatiale entre culture populaire et celle des élites, il n'en reste pas moins que la culture globale comporte des niveaux et nombre de nuances (Verdon, 1980).

L'instauration d'un cloisonnement des pratiques festives de la rue ne se fait pas brutalement. Les partages, même inégaux, du Moyen Age, disparaissent à partir du début du XVI^e siècle, aboutissant, au XVIII^e siècle à une rupture des liens qui unissaient les notables au menu peuple (Chartier et Neveux, 1981). La mainmise municipale sur les fêtes urbaines se traduit par le contrôle de leur financement, de leur programme et des itinéraires. C'est ainsi que les lieux symboliques du pouvoir municipal (Place de l'hôtel de ville, Place du marché, Maison des Échevins) doivent constituer autant d'étapes pour les cortèges.

D'autre part, l'Église lutte contre les pratiques festives qui rappellent les formes anciennes du paganisme et celles qui laissent quelque liberté au corps ; ainsi sont interdites, ou christianisées, des fêtes telles que la Saint-Jean et condamnées la danse, les masques, le théâtre.

Enfin, la fête urbaine, organisée par des notables, devient un spectacle pour le peuple, par exemple sous la forme de défilés

militaires, des feux d'artifices, etc. Cette transformation, intérieure pourrait-on dire, est la plus lourde de conséquences, puisque le peuple perd l'initiative, ne se donne plus à voir, mais se voit séparé de notables dont il était, dans de nombreuses occasions, traditionnellement solidaire. Les fêtes « octroyées » sont alors des fêtes d'étalage du pouvoir économique et politique.

Plus récemment la fête révolutionnaire s'enracine d'abord dans les festivités de l'époque monarchique, avant d'être transformée en instrument pédagogique par le pouvoir, qui le ritualise dans l'espoir d'entretenir la ferveur et la solidarité fraternelle. C'est cette ritualisation, pour laquelle il est fait appel aux grands artistes du temps, qui va détourner la population urbaine des cultes républicains, comme des grandes manifestations fastueuses (Ozouf, 1976).

La fête civique a un long passé, mais prendra désormais un autre aspect dans la ville de l'âge industriel, lorsque les stratégies disciplinaires qui sous-tendent les transformations du paysage urbain coexistent avec des intentions philanthropiques. La fin du XIX^e siècle, la première moitié du XX^e siècle, sont marqués par la multiplication des inaugurations de stèles, statues, monuments aux morts, des fêtes de gymnastique, qui déplacent des foules dans une atmosphère de liesse, dont le but ultime, nous dit Chambat (1981) est de faire la preuve que l'appropriation collective et symbolique du territoire national peut-être à la fois joyeuse et populaire sans déboucher vers le désordre et la révolte. C'est donc l'idée de gestion des masses qui est à l'œuvre ici, à une époque précisément où classes laborieuses et classes dangereuses sont assimilées dans l'imaginaire des bourgeoisies (Chevalier, 1978).

Les liens entre fête et idéologie comme ceux entre fête et politique ont été souvent soulignés (Boiteux, 1977) et s'observent encore aujourd'hui : Fête de l'Humanité, Fête de la Rose, comme les fêtes qui célèbrent des victoires électorales et qui sont retransmises, par exemple, à la télévision, en témoignent. La disparition de certaines traditions populaires, le charivari, par exemple, tient précisément à masquer ces liens sous une volonté de maintien de l'ordre public. Au XIX^e siècle, le charivari, par exemple, est encore une forme de fête collective dont les acteurs (la victime exceptée) se plaisent à croire qu'elle constitue une forme de justice populaire avec son rituel spatial et temporel : il se déroule dans un lieu public extérieur, le soir, en dehors des heures ou saisons où le travail presse. Ce rituel comporte aussi une dimension sonore, puisque le charivari implique d'abord que du bruit soit fait : avec des instruments, outils, objets variés détachés de leur contexte, mais aussi avec des paroles et des cris inconvenants qui assurent qu'il s'agit d'un tribunal comique, à l'opposé de la justice bourgeoise. Dans ces conditions, il ne pouvait avoir le même sens pour tous les membres de toutes les classes, et encore moins pour la bourgeoisie urbaine qui y voit justement un

« désordre digne des anciens sauvages du pays » et le fait de la « classe la plus abjecte de la commune » (Bonnain-Moerdyk et Moerdyk, 1977).

Espaces publics et restauration symbolique du pouvoir

La fonction didactique de la rue, et par conséquent son importance pour le pouvoir, se révèle aussi à chaque fois qu'elle sert de théâtre à « l'éclat du supplice » (Foucault, 1975). Décrivant celui de l'assassin Derues en Place de Grève noire de monde, Manceron (1972) signale que le spectacle, pourtant plus rare qu'une exécution, de l'Empereur Joseph II et de Louis XVI passant les troupes en revue attire moins la foule : « Mais Derues fait meilleure recette que Joseph II, ne fût-ce qu'auprès des habitués des supplices, ceux qui ne manqueraient pour rien au monde ce divertissement gratuit, le seul qui fut offert au peuple, avec les processions. Voilà des siècles que les grands le forment à cette complaisance-là sous prétexte d'exemplarité, en lui donnant, en effet, l'exemple d'un raffinement dans la cruauté dont aucune bête n'est capable » (p. 451). Pour Foucault « il faut concevoir le supplice, tel qu'il est ritualisé encore au XVIII^e siècle, comme un opérateur politique. Il s'inscrit logiquement dans un système punitif, où le souverain, de manière directe ou indirecte, demande, décide, et fait exécuter les châtements, dans la mesure où c'est lui qui, à travers la loi, a été atteint par le crime. Dans toute infraction, il y un *crimen majestatis*, et dans le moindre des criminels un petit régicide en puissance » (p. 59). « On peut comprendre à partir de là certains caractères de la liturgie des supplices. Et avant tout l'importance d'un rituel qui devait déployer son faste en public » (p. 53), et par là même marquer sans ambiguïté la dissymétrie des forces : d'un côté le pouvoir restauré dans sa plénitude qui se manifeste dans l'implacable maîtrise du cérémonial du supplice, de l'autre le corps brisé du criminel effacé, souvent réduit en poussière, comme les supplices post *mortem* en témoignent.

Cependant, et c'est sans doute un des aspects les plus complexes de la sociabilité publique à toutes les époques, mais encore plus au Moyen Âge ou sous l'Ancien Régime, toute manifestation en public du pouvoir royal, seigneurial ou patricien porte en lui-même un risque d'inversion des rôles, et celui de la révolte. Les agitations populaires autour de la pratique punitive étaient à double tranchant : d'une part, elles provoquaient une montée d'illégalismes et une violence qui empiétait sur celle du pouvoir établi à l'encontre du supplicié. D'autre part, elle pouvait à tout moment se transformer en solidarité avec ce dernier, le transformer en héros. La peur politique de ce jeu incertain va conduire les réformateurs des XVIII^e et XIX^e

siècles à demander la suppression du caractère public des exécutions.

Délinquance et marginalité

Ce qui s'observe à propos des supplices tient à deux phénomènes qui sont autant de dimensions de la sociabilité publique dans la ville d'Ancien Régime. L'un est lié au statut des espaces publics comme domaine de la délinquance et de la marginalité : « la rue est, avec la taverne, le terrain vague, les quais, le cimetière, le chemin de ronde, le lieu de prédilection des délits » (Leguay, 1984, p. 155). L'infinie variété de ceux qui sont dus à l'usage, très répandu, de la boisson, aux guerres de la fin du Moyen Âge qui ont aggravé le paupérisme, et à la libre circulation des armes, n'épargne personne.

Le tableau de la marginalité est extrêmement différencié selon les lieux et les périodes. Il comprend toutes les professions désignées comme « viles » ou effrayantes (le colportage, par exemple, lorsqu'il est le fait d'étrangers), les grands criminels, les vagabonds, les lépreux, les mendiants et cette catégorie difficile à cerner que nous appelons aujourd'hui les malades mentaux. Le vagabondage et la mendicité sont loin de correspondre aux idées admises à leur sujet : en effet, nous nous complaisons à imaginer le mendiant de la société d'Ancien Régime comme un parasite (ce qu'il est parfois volontairement) alors que les historiens estiment qu'entre 50 et 60 % de la main-d'œuvre vit dans l'incertitude absolue d'une embauche journalière, et qu'elle peut donc, à tout moment, basculer dans la marginalité.

Vagabondage et mendicité, de réprouvés, deviennent à partir du XIV^e siècle, des crimes (Geremek, 1976 ; Cohen, 1982) et seront poursuivis et exclus comme tels avec une grande rigueur. De même, les malades mentaux, condamnés à vivre dans la rue, ne sont tolérés que dans la mesure où ils sont natifs de la ville, issus de familles honorablement connues, etc. Figures familières du paysage de la rue, ils sont cependant souvent expulsés et internés, au Moyen Âge comme au XVIII^e siècle, lorsque le lien entre folie et internement est mieux que jamais noué (Foucault, 1961).

Les écrivains et théoriciens politiques du XVIII^e siècle, de même que des ingénieurs, des médecins, des membres des nouvelles « sociétés de pensée » telle celle des francs-maçons, inaugurent une réflexion nouvelle sur la ville et sur sa « pathogénie ». En particulier, les analyses des épidémies liées à la promiscuité des corps, et celles des conséquences du nombre d'habitants sur la vie sociale, débouchent sur la création d'hôpitaux généraux, qui visaient à socialiser le vagabondage et à éviter la mort par inanition à l'énorme masse des pauvres (Le Roy Ladurie et Quilliet, 1981). Cette analyse tempère considérablement sans l'infirmier la thèse de Foucault (1961) pour

lequel « le grand renfermement » des pauvres, mais surtout des malades mentaux, s'appuie sur une perception strictement morale de la folie, qui se réduisait à une condamnation. Surtout, elle souligne que le renfermement n'a jamais concerné qu'une proportion limitée d'individus, non seulement parce que la charité privée continue à s'exercer, mais aussi parce que les deniers publics ne sont fournis qu'avec parcimonie aux hôpitaux. Chartier et Neveux (1981) identifient les bases idéologiques du grand renfermement selon trois axes principaux : d'une part, il relève de la précaution sociale, dans la mesure où « l'homologie qui est établie alors entre la propreté de la cité (le nettoyage des rues) et son ordre (la sûreté) atteste que sont désormais pensés ensemble le physique (la saleté) et le social (le danger) » (p. 238). D'autre part, l'hôpital général doit mettre au travail l'oisif. Enfin, il doit l'évangéliser. Cette analyse, qui ne contredit pas non plus celle de Foucault, est cependant, elle aussi, nuancée par celle des résistances d'une partie des élites urbaines et du peuple à la clôture des pauvres. Les premières restent attachées aux formes traditionnelles de la charité, tandis que le second résiste violemment, souvent au cours de batailles avec les forces de police (Farge, 1979). Plusieurs études de la vie ouvrière au XIX^e siècle (Pierrard, 1965 ; Meacham, 1977) attestent des formes violentes de ces résistances, comme elles attestent de la réticence à la charité privée.

L'opinion publique

Le risque de voir la sociabilité publique basculer brutalement dans la révolte tient d'autre part au rôle que joue la rumeur publique sous ses formes multiples. Les agressions verbales (sobriquets, insultes, chansonnettes qui caricaturent les gens, ragots) engendrent un climat de haine et de règlements de compte (Farge, 1979). La délation sévit à grande échelle (Leguay, 1984). La rue colporte les nouvelles militaires, les décisions politiques, les heurs et malheurs des grands, suscite des chasses aux sorcières. Il faut aussi, dès le début du XVII^e siècle et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, compter avec les colporteurs de brochures qui sont les continuations des jongleurs et ménestrels, perpétuant une poésie orale dans un public populaire. Les brochures parlent de tout, et comme les ménestrels du Moyen Âge, se mêlent aussi de politique, à travers la dérision, la caricature. Des « feuilles volantes » (ancêtres de nos « posters ») et des « canards » (ancêtres des quotidiens) jouent également un rôle sociologique et politique important (par exemple à la Révolution française), bien qu'étroitement surveillés.

C'est dans ce contexte qu'il faut réfléchir à ce qu'Ariès désigne comme le grand « vidage » des rues. La sociabilité publique est, jusqu'au XIX^e siècle, une sociabilité de plein air et d'effervescence

sociale qui peut à tout moment, parce qu'elle est une réalité hétérogène, mouvante et toujours paradoxale, déboucher sur un rejet total des hiérarchies établies. C'est pourquoi son histoire est celle même des tentatives incessantes d'instauration d'un ordre public, qui se manifesteront au niveau des mentalités des pouvoirs en place dès la fin du XV^e siècle (Rossiaud, 1980), d'abord par un meilleur contrôle de la vie de la rue et par une longue entreprise de séparation des gens et des activités.

IV. Espaces publics et cotoiement : proximité spatiale et distance sociale

Les historiens s'accordent à décrire la sociabilité publique du Moyen Âge au XIX^e siècle comme une sociabilité de cotoiement. Nous avons vu que ce dernier tenait à la fonction, essentielle, de la rue comme espace de travail ou, plus généralement, de vie quotidienne. Il faut ajouter que l'homme du Moyen Âge est tenu dans un réseau d'associations confraternelles extrêmement complexe. La sociabilité s'enracine d'abord dans le quartier, comme elle le sera encore à la fin du XIX^e siècle et dans la première partie du XX^e siècle (Chombart de Lauwe, 1952 ; 1965, Coing, 1966), pour les hommes comme pour les femmes qui utilisent la rue à la fois pour des tâches variées et pour les jeux. Elle n'est jamais totalement informelle et a souvent ses notables, ses confréries, etc. Elle se manifeste aussi dans le cadre de la paroisse, dans les associations professionnelles et dans des confréries générales qui assuraient toutes, sous des formes variées, des solidarités entre des hommes de niveaux différents. La sociabilité confraternelle remplit plusieurs fonctions dont les principales intéressent directement notre propos : d'une part elle réduit les distances sociales, parfois ethniques, qui séparent les citadins. D'autre part, elle définit des codes de conduites et donc un ordre public nouveau. Enfin, elle fonde une cohésion sur laquelle les pouvoirs politiques vont s'appuyer.

Dès le XVI^e siècle, les confréries jouent un rôle important dans le recul de la violence qui caractérise la vie de la rue, comme elles contribuent au recul de l'instabilité, tout en excluant un nombre important de citadins : les femmes, les pauvres, les hommes d'âge mûr. Les modes d'usage du territoire traditionnel de ces derniers formés par les rues et les places, leur sont plus fermement dictés, en faveur d'une plus grande mesure, et d'un plus grand respect des pouvoirs et institutions en place.

Mais cette sociabilité de cotoiement, comme les solidarités que

créent les confréries ne doivent pas masquer deux phénomènes majeurs. D'une part, ce côtoiement opère dans les strictes limites de l'ordre social établi. Les récits de la vie de la rue aux XVIII^e siècle comme au Moyen Âge montrent que tous, humbles et riches, sont non seulement très conscients de leur « place » dans la société, mais qu'ils contribuent à un système très élaboré d'exclusions sociales à l'égard d'un grand nombre de citadins : étrangers, prostituées, etc. La fête elle-même, qui semble à nos yeux modernes, le signe même de la tolérance des uns vis-à-vis des autres et l'occasion d'inversions libératoires de rôles, n'entame en rien les hiérarchies existantes. Nous l'avons vu, à la Renaissance, elle est ritualisée, et ses véritables organisateurs ne se mêlent plus aux humbles dans les cortèges.

D'autre part, la ville révèle toujours tous les aspects de la ségrégation sociale. Dans la ville du Moyen Âge comme dans celle du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle, les quartiers opulents sont parfois situés à une courte distance des quartiers populeux (l'étendue de la ville étant fort restreinte) mais ils s'en distinguent sans ambiguïté, comme le font du pouvoir religieux ou militaire, les quartiers d'artisans, etc. Dans beaucoup de cités, habiter « sur » une place contribue à définir une qualité sociale. Mais le paysage social urbain ne peut être réduit à la seule image d'une ségrégation professionnelle, ethnique ou religieuse. « Il est vrai que l'on trouve toujours quelque puissant au cœur des quartiers pauvres et que les pauvres sont nombreux au cœur de l'opulence. Qu'une crise du logement sévisse (...) et la promiscuité est totale ; le cardinal voisine avec la lingère et le notaire du roi avec l'apprenti cordonnier » (Rossiaud, 1980, p. 500).

Ces situations sont provisoires, d'autant plus qu'existe un « zonage interne » où la distance par rapport à la rue définit la ségrégation : les fenêtres des riches s'ouvrent sur la rue large et passante, celles des pauvres sur une arrière-cour, comme ce sera souvent le cas, bien qu'à une moindre échelle, encore au début du XX^e siècle. Ce « zonage interne » se double d'un « zonage vertical » qui obligera les pauvres, jusqu'à la généralisation des ascenseurs, à gravir l'escalier. Comme ce sera le cas au XIX^e siècle, les ségrégations horizontale et verticale qui en résultent n'impliquent aucun brassage social (Daumard, 1965). Tout au plus peut-on dire que la nécessité, pour toutes les catégories de citadins, de se côtoyer, les rendaient plus familiers des modes de vie différents des leurs. Mais tout porte à croire que cette familiarité n'était pas synonyme de tolérance.

V. Sociabilité publique et privée : un rapport dialectique

La sociabilité publique n'est pas seulement un aspect de la

sociabilité tout court. Elle entretient des relations dialectiques avec la sociabilité privée. Aujourd'hui comme hier, ce qui se passe « au dehors » entre les citadins dépend étroitement de leur conception de ce qui ne peut se dérouler que « dedans », dans les espaces privés. Il faut donc, pour mieux comprendre le sens et la portée des pratiques du « dehors » que nous avons analysées, aborder les systèmes socio-mentaux (Pagès, 1980-1981) qui sous-tendent les pratiques des espaces privés dans leurs relations aux espaces publics.

Porosité des frontières entre le dedans et le dehors

La ville du Moyen Age, comme celle de la Renaissance et de la période baroque est marquée par une grande porosité entre le dedans et le dehors. Cette porosité tient d'abord à l'exiguité des logements, les demeures riches faisant bien sûr exception. Le manque de place chez soi est, autrefois comme de nos jours (Gans, 1978), une des raisons du « débordement » sur la rue. Elle tient aussi au grand nombre de gens pauvres, pour lesquels trouver et payer un logement est une lutte toujours recommencée, aboutissant à l'occupation de logements précaires, sur les ponts, les caves, etc. Sur ce plan, les historiens nous fournissent des tableaux similaires pour des époques dissemblables, et Mumford (1961), décrivant les taudis liés à l'expansion industrielle du XIX^e siècle, n'hésite pas à parler de régression dans les conditions d'habitation, comme d'ailleurs dans celles de l'alimentation.

L'usage de la maison comme espace de travail renforce cet envahissement du dedans par le dehors. Car, encore une fois, il faut souligner que les plaintes concernant cet état de choses sont nombreuses, dès le Moyen Age. Nous en avons une illustration *contrario* dans le fait que les maisons riches logent à l'Age Classique et au XIX^e siècle leur domesticité pour la protéger de la précarité de la vie dans la rue, ou dans des logements que tous les auteurs nomment des « tanières ». Une minorité bourgeoise vit de tous temps dans un cadre confortable, mais leur opulence, parfois leur raffinement qui se manifeste nettement à partir du XV^e siècle, n'empêche pas un autre trait important de l'habitation : l'ouverture directe sur la rue (par des biais, des loggias, des miroirs, etc.) ou le jardin.

La sociabilité publique se prolonge dans les espaces dits privés, sous la forme de l'interdépendance de la vie de travail, de voisinage, de parenté et des appartenances aux confréries. « Cela doit se traduire concrètement pour nous par une quantité inimaginable de visistes, de conversations, de rencontres et d'échanges » (Ariès, 1973, p. 268). Ceci est particulièrement vrai des riches bourgeois, qui ne fréquentaient pas les tavernes, réputées mauvais lieux, qui tenaient

table ouverte pour leurs visiteurs indépendamment de l'heure, et qui traitaient aussi leurs affaires chez eux, les locaux professionnels n'existant pas encore sous l'Ancien Régime. En d'autres termes, les grandes maisons jouent un rôle public qui va aller s'accroissant jusqu'à la fin du XIX^e siècle, mais pour des formes de sociabilité dont le sens a changé. Les visites, par exemple, deviendront le signe de l'appartenance à la classe des loisirs et une activité spécifiquement féminine (Ames, 1982) dont le « gaspillage » de temps constitue un autre aspect de la consommation ostentatoire (Veblen, 1953).

Le partage de la maison

On observe d'autre part une continuité entre la permanence du côtoiement des gens dans la rue et l'absence de privé dans la maison, à telle enseigne que les historiens parlent généralement à cet égard de « promiscuité ». La « lecture » de celle-ci peut se faire à deux niveaux : d'une part au niveau de l'organisation spatiale de la maison, et d'autre part, au niveau de ses pratiques et du sens attaché aux « sous-territoires » qui la composent.

Les demeures modestes sont caractérisées jusqu'à la fin du XIX^e siècle par la multifonctionnalité des pièces, souvent de la pièce unique qui sert à la fois pour toutes les tâches et toutes les formes de la sociabilité de la vie quotidienne. Cependant, l'organisation spatiale des riches demeures montre que cet état de choses n'est pas seulement le fait de l'absence de moyens mais correspond à une sensibilité qui intègre la sociabilité publique à la vie familiale. Cette organisation spatiale est caractérisée par deux traits : l'absence de spécialisation des pièces et l'absence de séparation entre pièces et espaces de circulation. Un mobilier mobile et souvent rudimentaire (Braudel, 1979), dont la seule abondance et les matériaux indiquent la richesse de l'habitant (Rossiaud, 1980) confirme que le groupe social souvent nombreux et incluant la domesticité que constitue la grande maison, dort, mange, travaille et reçoit dans des pièces dont la destination change en fonction de circonstances du moment. Les pièces qui se commandent impliquent une circulation constante des uns sous le regard des autres (Braudel, 1979 ; Evans, 1982).

Flandrin (1976) en déduit que « l'intimité était inconnue » (p. 92), Ariès (1973) que « jusqu'à la fin du XVII^e siècle, personne n'était seul. La densité sociale interdisait l'isolement et on vantait comme des performances rares ceux qui avaient réussi à s'enfermer dans un "poêle" ou une "étude" assez longtemps » (p. 299). Faisant référence au même phénomène, Evans (1982) écrit « la société est la règle, et la solitude l'exception » (p. 28).

Partage et intimité

Faut-il en déduire, comme le fait sans hésiter Babelon (1965), que l'entassement de gens ne conduit pas ces derniers à se plaindre, et que nul alors ne souffre de la promiscuité ? Flandrin (1976) est à peine moins catégorique lorsqu'il affirme qu'on n'a pas de preuve que le besoin d'intimité ait existé avant le XVIII^e siècle. Le besoin de retrait proviendrait, toujours selon Flandrin, qui avance l'idée à titre d'hypothèse, de l'émergence d'une société moins tolérante de choses du corps, imposant une morale rigoureuse née de la contre-réforme. Dans cette société où la liberté fait scandale, les libertins réagissent en recherchant des espaces de retrait, pour se soustraire à la rigueur ambiante.

Pourtant, il est difficile d'imaginer qu'une société qui, depuis des siècles, renforce toujours plus les barrières sociales, qui accentue la différenciation des groupes, ait été tout simplement complètement indifférente aux moyens de cette différenciation entre individus appartenant à des niveaux différents de la hiérarchie sociale, des sexes ou des âges. Étudiant, dans un contexte villageois, le sens des pratiques de la « salle » commune, Zonabend (1980) montre que « la proximité quotidienne des membres de la maisonnée est pondérée par l'instauration de normes disciplinaires strictes entre les générations (...). En d'autres termes, on récupère dans le temps — c'est-à-dire dans la hiérarchie des générations — ce dont on ne dispose pas dans l'espace (...). D'autres comportements, d'autres gestes, d'autres interdits tendent à protéger la maisonnée de l'extérieur, à tenir à distance le voisinage, la collectivité villageoise » (p. 35). D'autre part, beaucoup de témoignages existent de la souffrance qui naît de la promiscuité : par exemple, les récits de la vie de la famille Sanchez qui partage une seule chambre (Lewis, 1961) ne laissent aucun doute quant aux frustrations des habitants en matière d'intimité.

Faut-il rejeter ces exemples parce qu'ils sont pris dans des groupes culturels qui partagent déjà les valeurs modernes associées aujourd'hui au besoin de privé ? Il nous semble qu'il ne faudrait pas le faire hâtivement. Les interdits contribuant à définir la pudeur et la décence comme les formes acceptables de la sexualité sont multiples et anciens. De même, nous avons vu que la proximité spatiale n'implique pas nécessairement la proximité sociale. Bien au contraire, la première semble d'autant plus aisée à accepter qu'elle s'assortit de la certitude de la rigidité des barrières sociales. Ainsi, domestiques et nobles de la « société de cour » partagent les grandes maisons, sans que la distance sociale qui les sépare soit entamée (Élias, 1974). La grande bourgeoisie du XIX^e siècle finissant fera le même choix, qui sera rendu plus explicite par la multiplication des barrières séparant les maîtres des « inférieurs » (Viollet-le-Duc, 1875).

Enfin, beaucoup d'études (Lewis, 1968 ; Pétonnet, 1982) qui mettent en relation les pratiques de la maison, sa symbolique personnelle, familiale et sociale soulignent que la pauvreté altère ses fonctions idéales. C'est le cas, par exemple de la maison japonaise, dont l'habitant pauvre sacrifie son confort personnel pour que soient respectées les formes de la déférence sociale (Pézeu-Masabuau, 1977), celle de la maison de bidonville brésilien dont l'aménagement intérieur est modifié chaque soir pour le sommeil, chaque matin pour permettre aux hommes (souvent sans emploi) de dormir le matin tandis que les femmes vont au travail, et fréquemment durant la semaine, pour les cours de samba que donnent les familles (Assumpção, 1979). Il nous semble donc intéressant de s'interroger sur ce qui est sacrifié quand le modèle culturel de l'intimité n'est pas mis en pratique, et de voir quels objets, ou lieux, ou attitudes représentent à travers les cultures et au cours de l'histoire les limites de l'individu.

Le sentiment de la maison

Le XVIII^e siècle constitue un siècle charnière pour notre propos puisque se répandent alors de nouveaux modèles de sociabilité privée qui se traduiront d'une part par de nouvelles manières de concevoir les plans des maisons, et, d'autre part, par de nouvelles formes de sociabilité publique. De nombreux travaux (Perrot, 1961 ; Ariès, 1973 ; Shorter, 1977 ; Segalen, 1981) ont montré qu'une nouvelle conception du rôle de la famille, comme la montée de l'individualisme, sous-tendent une nouvelle organisation de la maison parmi les aristocrates et les notables. La spécialisation des pièces, et l'importance nouvelle des corridors répondent au nouveau besoin d'isolement consacrant la séparation de la vie mondaine, professionnelle et privée. L'accent est mis, dans les règles de la convivialité, sur le respect de l'intimité d'autrui et la défense de la vie privée. La famille moderne se retranche du monde et fait de l'éducation et de la santé des enfants son souci majeur. Ce retranchement fait apparaître la maison comme un havre et c'est à ce titre qu'Ariès écrira que « le sentiment de la maison est une autre face du sentiment de la famille » (p. 307).

VI. Nouvelles sociabilités urbaines

Les interrogations modernes sur l'urbanisme de cette seconde moitié du XX^e siècle, comme la disponibilité de l'énorme éventail des sources, ont conduit les historiens des mentalités à multiplier les

études sur l'émergence et la diffusion des modèles de vie familiale des aristocrates et des bourgeoisies du XVIII^e siècle à nos jours. Beaucoup de travaux viennent compléter le tableau brossé à propos de l'aristocratie par Ariès. Ils portent sur l'évolution de la conception du rôle féminin (Knibielher et Fouquet, 1977 ; Aron *et alii*, 1980 ; Badinter, 1990 ; Perrot, 1981, 1984) et font la part belle aux conceptions de la vie familiale, de la morale, de la décence, et des hiérarchies sociales que tente de répandre la bourgeoisie de la seconde moitié du XIX^e siècle (Perrot, 1961 ; Guerrant, 1967 ; Daumard, 1970 ; Aron, 1973 ; Gauldie, 1974 ; Guiral, 1976 ; Murard et Zylbermann, 1976 ; Heller, 1979 ; Corbin, 1982). Ces travaux sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en faire le tour ici. Nous citerons donc, pour mémoire seulement, ce qui, dans les mentalités et les stratégies sociales des notables, a une conséquence directe sur notre objet ici, soit la conception des sociabilités urbaines.

La constitution d'une nouvelle sphère publique

Les élites citadines de l'époque des Lumières fournissent à la fois le modèle de la vie familiale centrée sur elle-même et consciente de ses devoirs envers l'enfance, et celui d'une sociabilité qui se forme dès la fin du XVII^e siècle et qui est essentiellement liée aux plaisirs de l'esprit : la boutique de libraire, le cabinet ou la bibliothèque privée, le salon sont des lieux de conversations parfois savantes, dont les thèmes sont ceux discutés par les philosophes, comme, par exemple, les progrès de la science, etc. La multiplication des académies provinciales consacre l'existence de lieux extérieurs au chez soi comme lieux de l'activité intellectuelle et savante. Ainsi se constitue une « sphère publique » par opposition à une sphère de l'État (Habermas, 1978) dans laquelle le « public » est l'univers où s'échangent les idées, se forment les opinions en matière de philosophie, d'art et de littérature. Dans cet univers s'élabore et s'exprime le goût des hommes cultivés. Il est constitué de lieux privés (le salon, par exemple) ou publics (le café) et s'appuie sur une maîtrise de la parole orale (la conversation) ou écrite (la presse). C'est dans ce contexte qui favorise à la fois l'originalité de la pensée individuelle et l'échange des idées que se forme une subjectivité qui s'exprimera alors entre autres, dans des genres littéraires particuliers, tels les journaux intimes, les échanges épistolaires, et la biographie.

Cette sphère publique est celle des élites citadines : par élites nous entendons dans ce cas à la fois la noblesse d'Ancien Régime, comme les bourgeois (avocats, médecins, fonctionnaires) et le clergé. A la veille de la Révolution française, les sociétés de pensée se multiplient qui réunissent des individus sans se référer à leur statut social d'origine. Non que les clivages sociaux aient disparu. Mais les

divers clubs deviennent le creuset d'idéaux égalitaires, et manifestent une sociabilité centrée sur les échanges philosophiques et savants.

Les clubs révolutionnaires, puis les cercles vont enfin constituer, au XIX^e siècle, un espace de sociabilité original : ils s'opposent à l'élégance et la mixité des salons aristocratiques en tolérant un certain laisser aller, en favorisant l'égalitarisme et en excluant les femmes. En ceci, ils se rattachent à des types traditionnels de sociabilité masculine (Agulhon, 1977) tout en devenant souvent des cercles politiques. Dans le même temps, le renouveau des salons aristocratiques au XIX^e siècle est marqué par l'avènement d'une sociabilité brillante et fragile, reposant toute entière sur la fortune d'hôtes oisifs. Le salon, archaïque et mondain, sans rôle intellectuel, est donc destiné à disparaître.

Dans les classes populaires urbaines, le métier constitue souvent à la fois un style de vie et la base d'une sociabilité de compagnonnage qui résiste longtemps à l'effet nivelant de la formation de la « classe ouvrière ». Celle-ci se réunit au café, dont le rôle politique est lié à la lecture, souvent collective, des journaux. On a dit du café qu'il était devenu, au XIX^e siècle, « le bastion de la sociabilité pauvre » (Crubellier et Agulhon, 1983) comme en attestent toutes les études de la vie ouvrière au XIX^e siècle (Pierrard, 1965 ; Gaillard, 1981). Lalouette (1982) précise cependant que la lecture du journal au cabaret, fréquemment avancée, est difficile à cerner. Mais « une chose est certaine : lorsqu'on voulait qu'un journal ou qu'un certain type de journaux soit lu, on les envoyait d'office, entre autres endroits, dans les cabarets et les cafés » (p. 133). Le détail de la vie « entre hommes » qui y prend place est aussi mal connu, mais les renseignements sont plus explicites concernant la place du jeu, du chant et de la musique.

Les cercles, comme les clubs et les cafés populaires sont des lieux intérieurs, et des lieux masculins. La sociabilité féminine est par contre liée au travail, qu'il soit ménager ou industriel. Elle se manifeste au lavoir, à l'usine, au marché, sur le pas des portes, dans les cours.

Ce déplacement vers l'intérieur s'appuie aussi sur une préoccupation nouvelle de confort et de commodité, qui conduit non seulement au développement d'une esthétique intérieure qui privilégie les arts décoratifs du chez soi, mais aussi à aménager des rues couvertes, des galeries marchandes et des grands magasins. Dans tout ces cas, c'est la marchandise et la consommation de signes qui est le prétexte à une forme de sociabilité qui met en rapport, de manière éphémère et ritualisée, le monde des clients et celui des employés.

Ainsi à la ségrégation des classes, s'ajoute celle des sexes, et à la sociabilité publique de plein air et de côtoiement se substitue une sociabilité publique qui se déroule dans les espaces intérieurs et s'appuie sur la parole.

La neutralisation des rues et places

Une moindre tolérance à l'égard du spectacle de la misère, mais aussi la dure réalité des topographies médicales qui montrent que les maladies et les épidémies les plus meurtrières frappent d'abord les classes populaires, conduisent les philanthropes, les pouvoirs publics comme les réformistes chrétiens à développer une stratégie de familiarisation des couches populaires (Donzelot, 1977) dans laquelle les sentiments familiaux sont cultivés, et les conceptions que s'en font les bourgeoisies présentées comme des modèles. Les intentions d'une telle stratégie sont l'ordre public, la régénération et la stabilisation des classes populaires. Guerrant (1967) a montré le rôle joué par la bourgeoisie, la conscience de son bon droit, et, sous l'influence d'hommes comme Frédéric Le Play et Paul Leroy-Beaulieu, son sentiment qu'elle est appelée à jouer un rôle de moteur social dans les transformations des conditions de vie du peuple. Les thèmes de « La Vie en Famille — L'Ouvrier logé chez lui — Accession à la propriété » (Bertheau, 1889) associés à celui de « Paix Sociale » (Le Play, 1941) sont ceux-là mêmes qui appellent à l'action de la bourgeoisie chrétienne comme celle qui prend encore ses distances avec le catholicisme. Parce que certains ouvrages, tels ceux de Le Play, peignent un tableau idyllique de la vie rurale simple et heureuse des campagnes françaises d'autrefois, qu'ils insistent sur le caractère sacré de la propriété familiale et qu'ils préconisent son indivision, ils seront remis à l'honneur au cours de la Deuxième Guerre mondiale, tel cet exemplaire des « Principes de la Paix Sociale — La famille » de Le Play que la librairie Plon publie en 1941 comme deuxième ouvrage d'une collection dont le premier est formé des « Appels aux Français » du Maréchal Pétain. Cet avatar mineur illustre l'ambiguïté de la position de bien des philanthropes de ce temps, tout à la fois prisonniers de l'image qu'ils se font du peuple, et animés par la conscience de la nécessité de réformes sociales.

Les moyens de cette réforme qui intéressent directement notre propos sont d'une part, le nouvel habitat ouvrier et, d'autre part une politique de création de nouveaux quartiers, d'aménagement des rues et des places qui aboutissent à une nouvelle géographie symbolique de la ville.

Le nouvel habitat ouvrier a une histoire complexe, est issu d'initiatives différentes, et prend des aspects distincts selon les lieux et les périodes. Il nous intéresse cependant en ce qu'il correspond à la concrétisation d'une intention, la valorisation des espaces intérieurs comme lieux du bien-être, et par contre-coup, la dévalorisation de la rue comme espace de rencontre et de sociabilité. L'habitat est alors l'instrument d'une entreprise de moralisation du peuple qui devrait le conduire à s'attacher à son espace privé, au détriment de

l'espace collectif public qui a toujours été celui de la marginalité et de la délinquance, et dont les images deviennent insupportables à la bourgeoisie.

L'association nouvelle qui s'opère entre rue et immoralité, ajoutée à la diffusion de modèles bourgeois du rôle de la femme et de la place de l'enfant dans la famille, contribuent à vider les rues des femmes et des enfants (Ariès, 1979), surtout à partir de la fin du XIX^e siècle lorsque la scolarité devient obligatoire, et que les femmes abandonnent en grand nombre l'atelier domestique et les étalages éphémères pour l'usine.

Les rues et places sont aussi vidées des familles déplacées vers les banlieues nouvelles ou la proximité des usines autour desquelles le patronat fait construire des cités ouvrières. Elles le sont tout autant des familles bourgeoises, qui font des nouveaux parcs urbains les lieux privilégiés d'une sociabilité de bon ton, élégante et oisive. La création de ces parcs procède d'intentions délibérées de prévoir des lieux de promenade différenciés pour la bourgeoisie et le peuple (Ragon, 1971) et leur aménagement prévoit des pratiques policées et distinctes : espaces de repos, chemins, espaces de jeux, etc.

La correction du tracé des rues anciennes, le percement de nouvelles voies sont directement liés au souci d'assurer la mobilité des gens et des biens. A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle « la rue ou le boulevard commandent l'immeuble ; la percée, le dessin de parcelles ; la position les fonctions ; l'espace public, l'agencement des espaces privés » (Choay, 1983, p. 102). Ces choix ne vont pas sans critiques (Cerda, 1979 ; Sitte, 1980) car ils sont perçus d'emblée comme moyens de neutralisation sociale de l'espace public. Ceci pour deux raisons. D'une part, le primat de la circulation est par nature destructeur des activités de « séjour ». D'autre part, que la rue ou le boulevard commande l'immeuble, et ce dernier doit avoir des frontières nettes qui en font un dedans qui s'oppose à un dehors. Devenue espace anonyme par opposition à la maison identifiée comme refuge de la personne, la rue devient un territoire où la participation à la sociabilité publique devient passive, toujours sous le contrôle d'un agent régulateur (Daunton, 1983). D'où l'importance des vestibules, entrées d'immeubles, escaliers, etc. qui vont avoir pour rôle de tempérer l'opposition entre dedans et dehors et de permettre une expérience du seuil de la maison comme espace intermédiaire, ni tout à fait dedans, ni tout à fait dehors (Korosec-Serfaty et Feeser, 1978).

Dans un tel contexte, la rue comme la place et le jardin se donnent à voir, et le XIX^e siècle finissant comme la première moitié du XX^e siècle veillera à multiplier les monuments, statues, fontaines, etc. qui en feront des sources de plaisir esthétique, mais aussi de fierté nationale ou des supports d'une identité collective.

VII. Résistances, survivances et partages des idéaux

La mise en œuvre des idées qui contribuent à neutraliser les espaces publics urbains doit pourtant s'assortir d'une réflexion plus nuancée sur les résistances qu'elle rencontre, les survivances qu'elle tolère, et la participation des classes populaires à ces visions nouvelles de la maison comme espace de retranchement.

Crubellier (1983) décrit la ville du XIX^e siècle, où affluent un grand nombre d'immigrants, comme le lieu par excellence de déculturation des nouveaux venus, alors même que « s'amorce sans délai leur lente acculturation dont les pleins effets se feront sentir au XX^e siècle » (p. 360). Pour le moment pourtant, cette déculturation se traduit par une crise des associations traditionnelles, aggravée par une crise dramatique du logement, le recul de l'instruction et l'accroissement de la criminalité. « Face au drame de la déculturation, dont les classes dirigeantes exagèrent d'ailleurs l'ampleur, l'incompréhension de celles-ci est à peu près totale » (p. 364). Cette incompréhension nourrit une peur qui débouche sur des attitudes défensives autant dans l'élite aristocratique et bourgeoise que dans les milieux populaires.

Cette attitude défensive se traduit, dans les classes dirigeantes, par un abandon de la rue au peuple, en sur-valorisant la maison comme havre ultime et recentrant leurs préoccupations sur la famille. Ce réflexe de repli va être aussi à l'origine de la multiplication des cercles, des salons et des académies, dont nous avons déjà parlé. La résistance aux grands travaux (voirie, drainage) comme la méfiance populaire dont font l'objet les premiers grands ensembles à bon marché, comme la réticence à l'égard des nouvelles habitudes de vie que réformateurs et hygiénistes tentent d'implanter, constituent autant d'aspects de cet attachement au taudis des milieux populaires. Celui-ci est manifeste dans le maintien d'une vie de quartier vivante, où la boutique et le café jouent un rôle de premier plan. Il se traduit aussi dans la sociabilité des fêtes traditionnelles et des bals qui se déroulent nécessairement en plein air, et dans le théâtre populaire, qui est craint par le monde politique. Le Guignol lyonnais par exemple est soumis à l'autorisation préalable et à la censure, mais reste une forme importante de la culture festive populaire. Enfin la résistance à la déculturation se lit dans la formation et le maintien durable de quartiers de « pays », l'endogamie poussée des « villages » urbains et la survivance, jusqu'au lendemain de la Première Guerre Mondiale des parlers « régionaux ».

Ainsi, la réalité de la pauvreté, comme l'image menaçante que s'en font les élites urbaines sont directement liées à la géographie symbolique de la ville et donc aux transformations spatiales, et,

finalement, culturelles de la ville. Pourtant, ces transformations n'étaient pas toujours simplement imposées par les classes dirigeantes, comme elles n'étaient pas seulement dues à la grande peur que lui inspiraient les classes populaires.

Daunton (1983) souligne, à la suite de Bythell (1978) qu'un accroissement général du bien-être à la fin du XIX^e siècle conduit les « classes laborieuses » à s'attacher à la maison comme espace de consommation de biens. Lhomme (1968) fait également état de cette amélioration de l'existence. Brown et Browne (1968) soulignent que le dernier quart du XIX^e siècle voit les prix baisser, mais aussi un nouvel enchaînement de phénomènes : de meilleurs salaires produisent des marges de profit patronal plus limitées, qui elles-mêmes conduisent à un accroissement de la charge de travail, et donc de la discipline sur les lieux de travail. Cette perte du contrôle sur le travail effectué est ainsi compensée par une plus grande valorisation du chez soi, et des actions dont il est le cadre.

S'engage également, à la fin du XIX^e siècle, une dynamique de l'accession à la respectabilité sociale qui est le fait des artisans, qui résistent à la paupérisation des classes populaires, et de la masse des employés du commerce et de l'État qui formeront des classes moyennes mobilisables pour les luttes syndicales. Daunton cite à cet égard les travaux de Crossick (1976) et Stedman Jones (1971) qui font état du désir de cette élite parmi les artisans de réduire les côtoiements sociaux et la promiscuité. La maison devient le lieu d'ancrage de cette respectabilité comme son acquisition l'est encore souvent de nos jours (Korosec-Serfaty, 1979). Là s'arrête la comparaison, car « dès le milieu du XIX^e siècle à Lyon, une trentaine d'années plus tard à Paris (...) l'immense majorité des immeubles est détenue par la grande bourgeoisie. Propriétaires rentiers d'une part, bourgeoisie industrielle et commerçante d'autre part, se partagent la propriété urbaine. La propriété du logement a, de toute évidence, changé de contenu économique en même temps que de répartition sociale : alors qu'elle était auparavant simple valeur d'usage pour la masse des producteurs, elle est devenue source de rente pour les diverses couches de la grande bourgeoisie » (Topalov, 1973, p. 49).

Enfin, la maison, celle de l'ouvrier comme celle du notable, se clôt sur elle-même lorsque les progrès de la technologie et des politiques commerciales dynamiques rendent accessibles au plus grand nombre des éléments de confort tels que l'éclairage au gaz et l'eau courante, comme lorsque sont aménagées plus de salles de bains et de toilettes privées.

III. L'instauration de frontières rigides entre le dedans et le dehors

Le modèle de la dialectique entre le dedans et le dehors est culturellement défini, et les luttes et résistances qu'engendre sa diffusion constituent la partie visible d'enjeux sociaux plus fondamentaux, ceux-là même de la déculturation et de l'acculturation de larges couches de la société urbaine. Au cours de la deuxième partie du XIX^e siècle, les rapports que devraient entretenir les espaces publics et privés sont au cœur de toutes les réflexions sur la ville, l'habitat ouvrier et les rapports entre classes sociales, bien qu'ils se dissimulent sous des expressions comme « l'ordre public », le « foyer familial », mais aussi se manifestent dans les efforts d'aménagement de parcs publics urbains, de squares de quartier, de rues larges, etc. S'il est vrai que, comme nous l'avons signalé, le modèle que les bourgeoisies voudraient imposer est bien celui d'un durcissement des frontières entre le dedans et le dehors, c'est-à-dire d'une tendance à instaurer une nette opposition entre le dedans et le dehors, il n'en reste pas moins que des résistances se manifestent longtemps, et pas seulement dans les couches populaires.

Le nombre, et parfois la qualité, des travaux portant sur les grandes maisons et les bourgeoisies, masquent le fait que les modes de vie des couches populaires du XIX^e siècle constituent encore un champ relativement moins exploré. Les études sur la « culture matérielle » constituent à cet égard une approche complexe et particulièrement riche. Cohen (1984) par exemple propose une « lecture » des différentes pièces de la maison ouvrière américaine de la fin du XIX^e siècle à 1915 à partir de la compréhension du sens social et historique de son mobilier. La cuisine, nous dit-elle, y est l'espace même de la sociabilité ouvrière, elle est le centre de l'activité de familles qui ont par ailleurs aménagé des salons dans leurs maisons. Les réformateurs, philanthropes, etc. qui visitent ces maisons décrivent une « anomalie désignée sous le nom de "salle à manger". Quoiqu'on y trouve généralement un assortiment complet de ce qui fait une salle à manger, la pièce est rarement utilisée pour le petit déjeuner, le déjeuner ou le souper » (p. 301).

De même, Cohen décrit l'incompréhension des mêmes visiteurs devant les lits énormes, à la manière des paysans italiens ou slaves, recouverts avec le plus grand soin de courtépointes surchargées de broderies, etc. et souligne les filiations entre les manières de se meubler de ces nouveaux immigrants et leurs traditions rurales d'origine. Enfin, cette étude saisit la dynamique par laquelle une classe ethniquement très différenciée, produit cependant rapidement un ethos matériel commun pour enfin atteindre, à travers le choix des

objets, une sorte d'homogénéisation qui doit signifier son américanisation.

Cohen montre ainsi que, à un même moment, les différentes dimensions de la dialectique entre le dedans et le dehors ne sont pas intériorisées au même degré. Elle parle, à propos des classes populaires de « parlorization », ou processus par lequel le modèle de la maison de la classe moyenne pourvue d'un salon est intériorisé par les classes populaires qui en aménagent un chez eux.

Cet aménagement représente l'intégration d'un signe de statut social supérieur, mais cette intégration de cet aspect des choses ne s'accompagne pas d'une maîtrise des pratiques ritualisées du lieu concerné comme le montre le fait que, dans le cas cité par Cohen, le salon n'est pas utilisé.

Nous devons également relire Cohen en ayant à l'esprit la distinction que fait Goffman (1963) entre l'avant-scène et les coulisses, et noter que la maison bourgeoise dispose d'une série de barrières qui rendent progressivement plus difficile l'accès aux coulisses de la maison. Une autre étude de la culture matérielle (Ames, 1984) analyse le rôle du mobilier de couloir ou de corridor de la maison bourgeoise de la fin du siècle et de cette partie du porte-manteau destinée à recevoir les cartes de visite des visiteurs qui, compte tenu des rituels bourgeois des échanges de visites, n'avaient de toute façon pas d'autre intention que de déposer une carte, c'est-à-dire de franchir seulement un seuil. Or, si la maison populaire a certainement ses coulisses et son avant-scène, elle ne les situe pas de la même manière que les classes bourgeoises, et ne les multiplie pas de la même façon. Peut-être la frontière entre avant et arrière scène est-elle plus subtilement vécue, par exemple autour du lit-monument dont on nous dit que les maîtresses de maison tentent de le recouvrir tout entier afin qu'on n'en voie rien ?

Les résistances au modèle bourgeois de l'opposition entre le dedans et le dehors viennent enfin de la bourgeoisie elle-même, ainsi que le montrent les travaux de Hayden (1981) qui a, à la suite des historiennes féministes, fait le portrait des principales théoriciennes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle de ce qu'elle désigne sous l'appellation de « grande révolution domestique ». Ce portrait de ces femmes qui résistent à l'enfermement domestique inspire quelques remarques.

IX. Sentiment du privé et confinement des femmes

La première est que cette réflexion sur le confinement des femmes s'opère au sein même de la bourgeoisie. La seconde est qu'il

s'engage alors même qu'un très grand nombre d'entre elles travaillent à l'usine, dans des magasins, sur les marchés, etc. non par choix, mais par nécessité. D'autres travaux révèlent, bien que ce ne soit pas là leur but immédiat, ce hiatus entre un discours qui fait de la maison un lieu « positif » pour la femme et de la rue un territoire « négatif », associé à l'immoralité, alors même que nombre d'entre elles doivent bien y séjourner. Nous avons vu que l'on dénonce aujourd'hui le fait que la rue est devenue hostile aux femmes. Il serait plus nuancé de dire que les connotations d'immoralité évoquées par la présence des femmes dans certains lieux publics prend un aspect caricatural à partir de la fin du XIX^e siècle. Car, nous l'avons vu, le Moyen Âge ni la Renaissance ne sont pas plus tendres, et Rossiaud (1982) a montré que les premières victimes des violences sexuelles étaient celles qui n'avaient pas de logis bourgeois.

Ainsi, l'étude de l'évolution de la conception des relations entre le dehors (public) et le dedans (privé) s'articule depuis au moins deux siècles autour de la définition nouvelle de la famille, de celle du rôle de la femme, et donc du sentiment du chez soi. En guise de conclusion provisoire, nous voudrions souligner que certains des traits du rôle féminin, comme de la vie de famille, comme enfin de la vision idéale de la maison apparaissent au moment où se définissent les nouveaux idéaux bourgeois, mais qu'ils acquièrent une rigidité nouvelle au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, quand l'économie des pays industrialisés déverse sur le marché une masse jamais vue de biens divers, dont les équipements de la maison.

Y aurait-il un lien entre cette abondance économique, la nécessité de la gérer et donc celle de désigner une catégorie sociale (ici les femmes) pour le faire ? Ce contexte économique a-t-il influencé les théoriciens de la famille, du développement de l'enfant, de la psychologie humaine au point de contribuer à forger une image de la femme-mère, irremplaçable au foyer, et celle du foyer comme havre ultime ?

Les travaux menés d'un point de vue féministe répondent de manière polémique à cette question (Rubin, 1982 ; André, 1981 ; Friedan, 1981 ; Amsden, 1980) en affirmant que l'instauration d'une société patriarcale devait nécessairement déboucher sur la domination des femmes et leur confinement. Nous avons vu que le même point de vue, cependant tempéré par les apports des analyses économiques, souligne qu'en période d'expansion économique, à la fin du XIX^e siècle d'abord, après la Deuxième Guerre Mondiale ensuite, la maison devient un espace d'accumulation des biens dont la femme est la manipulatrice principale dans le but de « produire » du statut social (Schwartz, Cowan, 1984 ; Loyd, 1981).

Nous ajouterons que l'enrichissement général des sociétés industrialisées n'a fait que renforcer un phénomène ancien, qui est le

respect social qui entoure les détenteurs de biens à titre privé. Rappelons que le vol était l'un des rares crimes au sujet duquel la justice, médiévale par exemple, mais aussi jusqu'à une époque récente, faisait preuve d'une sévérité constante. La maison, justement parce qu'elle est un refuge, qu'elle soustrait les hommes aux agressions du monde extérieur, n'est jamais un bien économique quelconque. Sa possession légale garantit donc non seulement la jouissance d'un refuge, mais aussi la possibilité de dominer autrui (par exemple à travers les contrats de location) et celle de voir augmenter son capital. Inversement, elle permet aussi de se soustraire au risque d'être dominé par un propriétaire, facteur qui explique, parmi d'autres, l'attachement de l'ouvrier à la propriété de sa maison (Verret, 1979). D'où le sentiment fréquent, culturellement défini, que l'appropriation du chez soi n'est possible que lorsqu'on en est le propriétaire légal (Chombart de Lauwe, 1978; Guerrant, 1978; Agnew, 1982; Duncan, 1982).

Ces dernières remarques introduisent peut-être une réflexion sur le chez soi comme bien nouvellement acquis par de larges couches de la population, et donc comme bien fragile dont on craint la perte. D'où des réflexes de sur-protection et l'émergence de phénomènes de surinvestissement du chez soi que nous avons étudiés ailleurs (Korosec-Serfaty, 1979, 1984, 1985, 1988).

X. Conclusion : Descendre dans la rue

Au terme de cette analyse de la contribution de la nouvelle histoire à l'étude de la sociabilité publique et privée, nous voudrions introduire quelques observations et ainsi ramener la réflexion vers des conceptions plus contemporaines de l'espace public.

En effet, les espaces publics urbains sont toujours à l'évidence des lieux de sociabilité importants, mais celle-ci semble pourtant s'exercer difficilement, et selon deux axes majeurs. D'une part leur rôle d'espaces festifs est maintenu mais prend un nouveau sens. D'autre part, justement parce qu'ils se vident, qu'ils ne sont plus des espaces dont l'appropriation quotidienne est intense, leur rôle traditionnel d'espaces de revendication et de révolte se trouve considérablement renforcé.

Les espaces publics urbains de la fin du XIX^e siècle, et plus encore du XX^e siècle se différencient de plus en plus nettement : certaines rues ne sont que des couloirs conçus pour une circulation rapide, comme certaines places sont principalement des silos à voitures. Mais quelques espaces publics acquièrent un statut d'espaces de « séjour », c'est-à-dire de lieux qui permettent la halte, la déambula-

tion lente ou la promenade. On se rend dans ces rues et places pour prendre part, par le regard, ou par la consommation de biens (achats, consommation d'aliments, etc.) à un spectacle autant qu'à une cérémonie collective essentiellement permise par la disponibilité des gens : être ensemble, pour le plaisir de l'être, et non plus parce qu'il n'y a pas d'autre choix. C'est cet aspect *de sociabilité lié au temps libre*, à la recherche *d'une atmosphère de détente et de côtoiement non conflictuel* qui constitue le premier de ces axes majeurs. Les parcs de la fin du XIX^e siècle, comme ceux d'aujourd'hui en fournissent les exemples les plus achevés, et le paradoxe qui est au cœur de leurs usages est celui-là même de la sociabilité publique aujourd'hui. Car les parcs sont à la fois des *lieux dont les usages sont codifiés* et dont *l'image évoque pourtant la liberté* (Korosec-Serfaty, 1981). Le fait que cette liberté se réduise à la simple possibilité de cheminer tranquillement dans un lieu qui procure aussi un plaisir esthétique, ne doit pas masquer un autre fait important : le besoin de côtoyer les gens sans qu'il soit nécessaire de prendre une part active aux choses, en d'autres termes d'engager sa personne (Korosec-Serfaty, 1985).

C'est *l'instauration de cette distance* qui change la nature même du spectacle des espaces publics : les gens se donnent à voir dans l'anonymat, en comptant sur le statut du lieu (et donc sur les « directives d'usage » qu'il émet jusqu'à un certain point) pour que ce spectacle se déroule en toute sécurité, et dans les limites socialement admises (Korosec-Serfaty, 1988).

Ce caractère essentiel de la sociabilité publique qui prend forme et se répand à la fin du XIX^e siècle pour s'épanouir aujourd'hui explique que les citadins appellent de leurs vœux des lieux publics « vivants », « animés », où l'on puisse « se rencontrer » et « faire la fête » tout en citant les formes de rassemblement les plus policées et les plus réservées (Korosec-Serfaty, 1982). C'est aussi ce qui explique que les places publiques, par exemple, soient dissociées du travail et qu'elles soient idéalement décrites comme des espaces où l'on va pour « souffler », se régénérer en quelque sorte (Korosec-Serfaty, 1985).

L'autre axe majeur de la sociabilité publique se dessine en opposition dialectique au premier : tous les espaces publics restent susceptibles d'être appropriés à tout moment par tel ou tel groupe actif à son profit. La violence et la fréquence des grèves ouvrières de la fin du XIX^e siècle et du premier tiers du XX^e siècle (Shorter et Tilly, 1974 ; Perrot, 1978) constituent des illustrations frappantes de ces moments où les citadins « prennent possession de la rue », selon une formule consacrée et révélatrice. Les célébrations populaires du 1^{er} mai, de la Belle Époque et jusqu'en 1920, en constituent d'autres, d'autant plus intéressantes à nos yeux qu'elles « vident les cités de leur bourgeoisie, comme le faisait au XIX^e siècle le choléra, et les

livrent à la police et à l'armée » (Lequin, 1983, p. 521). Elles contrastent fortement avec le rite contemporain de la manifestation de rue qui souvent se disperse sans violences. Or, la violence ouvrière et urbaine qui se déploie lors des émeutes et des batailles de rue se solde, encore à la veille de la Seconde Guerre mondiale, par des tués, même si leur nombre décroît et qu'on n'en est plus, à la veille du XXI^e siècle, à donner l'artillerie et faire tirer sur la foule.

Mais aujourd'hui encore nous parviennent des nouvelles d'autres foules sous d'autres cieux, qui sont assaillies et décimées, qui se heurtent entre elles, et qui toutes, convergent néanmoins vers des espaces publics, ces Places du Peuple et ces Places de la Culture, ces anciennes Places Royales, ces rues dont la force symbolique n'est, en quelque sorte, réactivée qu'en période de crise, ou de grandes célébrations. C'est ce potentiel de réactivation qui en fait les lieux mêmes de la vie civique, et qui devrait les protéger d'appropriations abusives. La sociabilité publique se vit dans tous les endroits partagés, qu'ils soient publics ou simplement accessibles au public (Korosec-Serfaty, 1988). Mais elle ne se vit dans sa complexité, et dans ses potentialités de ciment de la vie civique, que dans ces lieux qui, tout à la fois, jouissent d'une forme d'extraterritorialité en ce qu'ils sont ordinairement « neutres », parce qu'ils appartiennent à tous et qu'ils exigent donc que soient suspendues les hostilités de la vie sociale quotidienne, et qu'ils peuvent, toujours, à n'importe quel moment, et si les acteurs de l'histoire que nous sommes le voulons, acquérir un sens nouveau.

Références bibliographique

- AGULHON M. (1977). *Le cercle dans la France bourgeoise, 1810-1848. Étude d'une mutation de sociabilité*. Paris, Colin.
- AMES K.L. (1982). Meaning in Artifacts: Hall Furnishings in Victoria America. In *Material Culture Studies in America*. Sous la direction de SCHLERETH T.J., NASHVILLE, The American Association for State and Local History.
- ARIÈS P. (1979). L'enfant et la rue : de la ville à l'anti-ville. *Urbi*, II, pp. 3-14.
- ARIÈS P. (1973). *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris, Seuil.
- ARON J.P. (1980). (Sous la direction de) *Misérable et glorieuse. La femme du XIX^e siècle*. Paris, Fayard.
- BABELON J.P. (1965). *Demeures parisiennes sous Henri IV et Louis XIII*. Paris, le Temps.
- BADINTER E. (1980). *L'amour en plus. Histoire de l'amour maternel XVII^e-XX^e siècle*. Paris, Flammarion.
- BEERLI C.A. (1983). *Rues basses et Molard. Genève du XIII^e au XX^e siècle. Les gens, leur quartier, leur maison*. Genève, Georg.
- BERTHEAU Ch. (1889). *La Vie de Famille — L'Ouvrier logé chez lui. Accession à la Propriété*. Paris, Librairie A. Marescq.
- BOITEUX M. (1977). Carnaval annexé. Essai de lecture d'une fête romaine. *Annales ESC* numéro 2, mars-avril 1977, pp. 356-380.

- BONNAIN-MOERDYK R., MOERDYK D. (1977). A propos du charivari : discours bourgeois et coutumes populaires. *Annales ESC* numéro 2, mars-avril 1977, pp. 381-398.
- BOZON M. (1982). La fréquentation des cafés dans une petite ville ouvrière. Une sociabilité populaire autonome ? *Ethnologie Française*, XII, 2, pp. 137-146.
- BRAUDEL F. (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*. Paris, Flammarion.
- BROUTIN Y.E. (1982). Les mendiants et leur costume en Normandie avant la Révolution. *Ethnologie Française*, XII, 2, pp. 31-44.
- BYTHELL D. (1978). *The Sweated Trades. Outwork in Nineteenth Century Britain*, Londres.
- CHAMBAT P. (1981). La messe républicaine. *Traverses*, mai 1981, pp. 196-205.
- CHARTIER R., NEVEUX H. (1981). La ville dominante et soumise. In *Histoire de la France urbaine*. Vol. 3 : la Ville Classique. Paris, Seuil.
- CHEVALIER L. (1978). *Classes laborieuses et classes dangereuses*. Paris, Pluriel.
- CHOAY F. (1983). Pensées sur la ville, arts de la ville. In *Histoire de la France urbaine*. Vol. 4 : la ville à l'âge industriel.
- CHOMBART de LAUWE P.H. (1956). *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, CNRS.
- COHEN E. (1982). *Le vagabondage à Paris au XIV^e siècle. Analyse conceptuelle. Le Moyen Age*, tome 88, numéro 2, pp. 293-313.
- COLLET S. (1982). La manifestation de rue comme production culturelle militante. *Ethnologie Française*, XII, 1982, pp. 167-176.
- CORBIN A. (1982). *Le miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social, XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris, Aubier.
- CORBIN A. (1982). L'hygiène publique et les « excreta » dans la ville préhaussmannienne. *Ethnologie Française*, XII, 2, pp. 127-130.
- CRANZ G. (1982). *The Politics of Park Design*. Cambridge, Mass. The MIT Press.
- CROSSICK G.J. (1978). *An Artisan Elite in Victorian Society*. Kentish London, 1840-1880, Londres.
- CRUBELLIER M., AGULHON M. Les citadins et leur culture. In *Histoire de la France Urbaine*, Vol. 3 : La ville à l'âge industriel. Paris, Seuil.
- DAUMARD A. (1970). *Les bourgeois de Paris au XIX^e siècle*. Paris, Flammarion.
- DAUMARD A. (1965). *Maisons de Paris et propriétaires parisiens au XIX^e siècle*. Paris, Cujas.
- DAUNTON M.J. (1983). *Public Place and Private Space : The Victorian City and the Working-Class Household*. Présentation faite aux réunions de travail du Geographical History Group. Londres.
- DAVALLON J. (1984). Les fêtes révolutionnaires : une politique du signe. *Traverses* 21/22. Mai 1984, pp. 187-195.
- DONZELOT J. (1977). *La police des familles*. Paris, Minuit.
- DUMAZEDIER J. (1962). *Vers une civilisation du loisir ?* Paris, Seuil.
- DUMAZEDIER J., SUFFERT A. (1962) Fonctions sociales et culturelles des cafés. *L'Année Sociologique*, pp. 197-249.
- ÉLIAS N. (1973). *La civilisation des mœurs*. Paris, Calmann-Lévy.
- ÉVANS R. (1982). Figures, Portes et Passages, *Urbi*, V, pp. 23-41.
- FARGE A. (1979). *Vivre dans la rue à Paris, au XVIII^e siècle*. Paris, Archives Gallimard-Julliard.
- FARGE A. (1982). L'espace parisien au XVIII^e siècle d'après les ordonnances de police. *Ethnologie Française*, XII, II, pp. 119-126.
- FLAMMAND J.P. (1981). (Sous la direction de). *La Question du logement et le Mouvement ouvrier français*. Paris, Éditions de la Villette.
- FLANDRIN J.L. (1976). *Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*. Paris, Hachette.
- FOUCAULT M. (1961). *Histoire de la folie*. Paris, 10-18.
- FOUCAULT M. (1975). *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard.

- GANS H.J. (1972). *People and Plans. Essays on Urban Problem and Solutions*. New York, Harmondsworth.
- GAULDIE E. (1974). *Cruel Habitations. A History of Working-Class Housing, 1780-1918*. Londres, Allen and Unwin.
- GEREMEK B. (1976). *Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*. Paris, Flammarion.
- GUERRAND R.H. (1967). *Les Origines du logement social en France*. Paris, Les Éditions Ouvrières.
- HABERMAS J. (1978). *L'espace public*. Paris, Payot.
- HELLER G. (1979). *Propre en ordre. L'habitation et vie domestique 1850-1930: l'exemple vaudois*. Lausanne, Éditions d'En-bas.
- JULLIARD J. (1985). La ville lieu politique. In *Histoire de la France urbaine*. Vol. 5 : la ville aujourd'hui. Paris, Seuil.
- KNIBIELHER Y., FOUQUET C. (1977). *Histoire des mères*. Paris, Pluriel.
- KOROSEC-SERFATY P., FEESER D. (1978). *Formes de l'accueil et du rejet dans l'habitat : fonctions et statut de l'entrée d'immeuble de luxe*. Neuf, pp. 25-32.
- KOROSEC-SERFATY P. (1984). A Home of one's own : Psychological and Social Factors in Detached Housing. In *Man-Environment : Qualitative Aspects*. Sous la direction de E. POL, J. MUNTANOLA, M. MORALES, Presses de l'Université de Barcelone.
- KOROSEC-SERFATY P. (1984). The Home, from Attic to Cellar. *Journal of Environmental Psychology*. Vol. 4, numéro 4, pp. 303-321.
- KOROSEC-SERFATY P. (1985). Experience and Use of the Dwelling. In *Human Behavior and Environment*. Vol. 8 : Home Environments. Sous la direction de I. ALTMAN et C. WERNER, New York, Plenum Press.
- KOROSEC-SERFATY P. (1986). Dwelling and the Experience of Burglary. *Journal of Environmental Psychology*. Vol. 6, no 6, pp. 329-344 (avec la collaboration de D. BOLITT).
- KOROSEC-SERFATY P. (1986). *La Grand'Place. Pratiques et identité de lieu*. Paris, CNRS.
- KOROSEC-SERFATY P. (1987). Urban Open Spaces. In *Ethnoscapas : Transcultural Studies in Action and Place*. Sous la direction de D. CANTER, D. STEA et M. KRAMPEN, Londres et New York, Gower Press.
- KOROSEC-SERFATY P. (1987). Muséification des centres urbains et sociabilité publique : effets attendus, effets déconcertants. In *Aménager l'Urbain. Politique et Design Urbains*. Sous la direction de A. GERMAIN et J.C. MARSAN, Montréal, Éditions du Méridien, 1987.
- KOROSEC-SERFATY P. (1988). La Sociabilité publique et ses territoires : places et espaces publics urbains. *Architecture et Comportement*. Vol. 4, no. 2, pp. 111-132.
- KOROSEC-SERFATY P. (1989). Demeure et altérité : mise à distance et proximité de l'autre. *Architecture et Comportement*. Vol. 5, no. 2, pp. 161-173, (avec la collaboration de M. CONDELLO).
- KONIGSON E. (1975). *L'Espace théâtral médiéval*. Paris, CNRS.
- LALOUETTE J. (1982). Les débits de boisson urbains entre 1880 et 1914. *Ethnologie Française*, XII, 2, pp. 131-136.
- LAVEDAN P. (1960). *Les villes françaises*. Paris, Métiers Graphiques.
- LEGUAY J.P. (1984). *La rue au Moyen-Age*. Rennes, Ouest-France Université.
- LE PLAY F. (1941). *Principes de la Paix Sociale. La Famille* (Volume 1). *La Réforme de la Société. Le Travail* (Volume 2) Paris, Plon.
- LEROY-LADURIE E., QUILLIET B. (1981). Baroque et Lumières. In *Histoire de la France Urbaine*. Volume 3. Paris, Seuil.
- LEWIS O. (1961). *The Children of Sanchez*. New York, Random House.
- LHOMME J. (1968). Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours d'un siècle, 1840-1940. *Le Mouvement Social*, numéro 63, pp. 41-70.
- MANCERON C. (1972). *Les Hommes de la Liberté*. Volume 1 : Les vingt ans du Roi. Paris, Laffont.
- MASSIN (1978). *Les cris de la ville*. Paris, NRF Gallimard.
- MEACHAM S. (1977). *A Life Apart. The English Working Class 1890-1914*. Londres, Thames and Hudson.

- MUMFORD L. (1961). *La Cité à travers l'histoire*. Paris, Seuil.
- MURARD L., ZULBERMAN P. (1976). Le petit travailleur infatigable. Villes-usines, habitats et intimités au XIX^e siècle. *Recherches* numéro 25.
- PAGES M. (1980-1981). Systèmes socio-mentaux. *Bulletin de Psychologie*. Tome XXXIV, numéro 350 spécial : Mentalité et Mentalisation.
- PERROT M. (1984). *Jeunesse de la Grève*. France 1871-1890. Paris, Seuil.
- PERROT M. (1978). Travaux de femmes dans la France du XIX^e siècle. *Le Mouvement Social*. Numéro 105.
- PERROT M. (1961). *Le mode de vie des familles bourgeoises 1873-1953*. Paris, Colin.
- PHELPS BROWN E. H.; BROWNE M.H. (1968). *A Century of Pay. The Course of Pay and Production in France, Germany, Sweden, the United Kingdom and the United States of America 1860-1960*, Londres.
- RAGON M. (1971). *Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes*. Paris, Casteman.
- RASMUSSEN S.E. (1974). *London: The Unique City*. Cambridge, Mass. The MIT Press.
- ROSSIAUD J. (1980). Crises et consolidations. In *Histoire de la France urbaine*. Volume 1 : la ville médiévale. Paris, Seuil.
- SEGALEN M. (1981). *Sociologie de la famille*. Paris, Colin.
- SHORTER E. (1977). *Naissance de la famille moderne XVIII^e-XX^e siècles*. Paris, Seuil.
- SHORTER E.L., TILLY C. (1974). *Strikes in France 1830-1968*. Cambridge, Mass. The MIT Press.
- STEDMAN-JONES G. (1973-1974). Working Class Culture and Working Class Politics in London, 1870-1900. *Journal of Social History*, VII, pp. 485-487.
- SZALAI A. (1972). *The Use of Time*. La Haye, Mouton.
- TOPALOV C. (1973). *Capital et propriété foncière. Introduction à l'étude des politiques foncières urbaines*. Paris, CSU.
- VERDON J. (1980). *Les loisirs au Moyen-Age*. Paris, Tallandier.
- VIOLLET-LE-DUC (1875). *Habitations modernes*. Paris, Morel et Cie.
- WHYTE H. (1980). *The Social Life of Small Urban Spaces*. Washington D.C., The Conservation Foundation.
- ZONABEND F. (1980). *La mémoire longue*, Paris, PUF.

Résumé — Abstract — Resumen

*Le public et ses domaines :
contribution de l'histoire des mentalités
à l'étude de la sociabilité publique et privée*

Quelles sont les conceptions qui sous-tendent les domaines du privé et du public, ainsi que leurs expressions spatiales ? La mise en relation dialectique de ces deux espaces, ne peut se comprendre qu'à partir de l'analyse d'une évolution lente liée aux structures du quotidien. A partir de la, vont émerger différentes pratiques de territoires collectifs où l'expérience française servira de cas de figure. Dans cette analyse de longue période, il faut se garder de donner l'impression d'une évolution unilinéaire. Le phénomène est complexe, les facteurs qui l'influencent sont multiples et changeants.

*The public and its fields :
contribution of history of mentalities
to the studies of public and private sociability*

What are the conceptions that subtend the private and public fields, and their spatial expressions ? The dialectical relation between these two spaces cannot be

understood except from the analysis of a slow evolution, linked to daily structures. From this, different practices of collective territories will emerge, and the french experience will be taken as an example. In this long-term analysis, one must avoid giving impression of a linear evolution. The phenomenon is complicated, and the factories which influence it are multiple and changing.

*Lo público y sus ámbitos: contribución de la historia
de las mentalidades al estudio
de la sociabilidad pública y privada*

¿ Cuáles son las concepciones que subtienden los ámbitos de lo privado y de lo público, así como sus experiencias espaciales ? La relación dialéctica de esos dos espacios no se puede entender sino a partir del análisis de una evolución lenta vinculada con las estructuras de lo cotidiano. Desde allí surgen diferentes prácticas de territorios colectivos en los cuales la experiencia francesa servirá de ejemplo. En este análisis a largo plazo, no hay que dar la impresión de una evolución unilineal. El fenómeno es complejo, y los factores que lo influyen son multiples y variables.